



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA CÔTE D'OR

Direction départementale  
de la protection des  
populations

**LE PREFET DE LA REGION DE BOURGOGNE,  
PREFET DE LA COTE D'OR,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Affaire suivie par : Fabrice CHEVALIER  
N° de tél. : 03.80.54.24.26  
Télécopie : 03.80.43.23.01  
Adresse e-mail : [ddpp@cote-dor.gouv.fr](mailto:ddpp@cote-dor.gouv.fr)

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 149/2012/DDPP  
du 29 février 2012**

**relatif à des mesures de surveillance de la tuberculose bovine dans l'espèce blaireau (*Meles meles*) ainsi qu'à des mesures pour la maîtrise de cette maladie dans les secteurs où des animaux infectés sont mis en évidence.**

VU le Code Rural notamment le titre II, les articles L.223-1 à L.223-8, les articles R.223-3 à R.223-8, l'article D.223-21 ;

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L.427-1 et L.427-6 ;

VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative aux développements ruraux, notamment l'article L.425-5 ;

VU le décret du 16 novembre 2011 nommant M. Pascal MAILHOS préfet de la région Bourgogne, préfet de la Côte d'Or (hors classe) ;

VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté ministériel du 15 septembre 2003 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la tuberculose des bovinés et des caprins, notamment son article 6 ;

VU l'arrêté ministériel du 18 novembre 2009 fixant les mesures spécifiques de lutte contre la tuberculose bovine dans les départements de la Côte d'Or et de l'Yonne ;

VU l'avis du Conseil départemental de la santé et de la protection animale réuni le 13 décembre 2011, conformément aux articles R.224-2, R.224-5 et R.224-6 du Code Rural ;

**CONSIDERANT** que la tuberculose est une maladie réputée contagieuse sur toutes les espèces de mammifères ;

**CONSIDERANT** les foyers de tuberculose dépistés en Côte d'Or sur le cheptel bovin depuis 2002 ;

**CONSIDERANT** en outre la mise en évidence au printemps 2010 d'un bovin très fortement suspect d'être contaminé de tuberculose bovine selon la réglementation alors en vigueur, dans un cheptel dont le siège social est situé dans la commune de LUCEY et dont les principales pâtures sont dans cette commune ainsi qu'à FAVEROLLES-LES-LUCEY et à LA CHAUME.

L'arrêté ministériel du 15 septembre 2003 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la tuberculose des bovins et des caprins ayant été modifié par un arrêté du 4 janvier 2011, désormais un tel cas justifie de déclarer l'élevage de ce bovin foyer de tuberculose bovine, ce qui n'était pas le cas au moment de sa gestion en 2010. C'est pourquoi il est nécessaire d'établir comme pour les foyers déclarés une surveillance autour des bâtiments et des pâtures de cet élevage afin de s'assurer que les blaireaux qui vivent à proximité n'ont pas été contaminés et ne sont pas porteurs de la tuberculose bovine ;

**CONSIDERANT** l'apparition de cas de résurgence rapide de la maladie après abattage de troupeaux bovins de près de 20% des foyers déclarés depuis 2008 ;

**CONSIDERANT** la découverte de cas de tuberculose liée à *Mycobacterium bovis* au sein de la population animale sauvage ;

**CONSIDERANT** la mise en évidence de *Mycobacterium bovis* sur 69 blaireaux piégés depuis le début de l'année 2009 sur des parcelles situées à proximité de plusieurs élevages bovins infectés par la tuberculose bovine soit une prévalence moyenne de l'ordre de 7% des animaux analysés ;

**CONSIDERANT** le rapport du 8 avril 2011 de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) concernant la Tuberculose bovine dans la faune sauvage (saisine 2010-SA-O154) ;

**CONSIDERANT** que le rapport de l'ANSES du 8 avril 2011 confirme le risque de transmission de la tuberculose des bovins aux animaux de la faune sauvage et des animaux de la faune sauvage aux animaux domestiques ;

**CONSIDERANT** la nécessité de prévenir la circulation de la tuberculose au sein de la population animale sauvage ;

**CONSIDERANT** que pour arriver à prévenir cette circulation, le rapport de l'ANSES préconise la délimitation d'une zone de régulation où s'effectue un abattage intensif (à visée d'éradication de tous les blaireaux) dans un rayon de 1 à 2 km autour des foyers bovins identifiés ;

**CONSIDERANT** que le rapport de l'ANSES du 8 avril 2011 recommande de vérifier que les perturbations provoquées par l'élimination des blaireaux dans la zone d'abattage intensif ne conduisent pas à des mouvements de ces animaux vers l'extérieur en mettant en place une zone de surveillance sur une bande périphérique de 5 km au delà de la zone de régulation ;

**CONSIDERANT** que cette surveillance a été infructueuse en 2011 puisque seuls 7 blaireaux ont été piégés et analysés dans la zone de surveillance qui avait été clairement définie par l'AP n°297/2011/DDPP du 10 juin 2011 relatif à des mesures de surveillance de la tuberculose bovine dans l'espèce blaireau (*Meles meles*) ainsi qu'à des mesures pour la maîtrise de cette maladie dans les secteurs où des animaux infectés sont mis en évidence ;

**CONSIDERANT** qu'au cours de la saison de prophylaxie 2011-2012, est mis en évidence un élevage bovin infecté très excentré de la zone où les autres foyers ont été à ce jour caractérisés ;

**CONSIDERANT** de ces différents faits que cette zone de surveillance doit également prendre en compte les secteurs où pâturent de nombreux cheptels bovins ;

**VU** l'avis du directeur départemental de la protection des populations de la Côte d'Or ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Côte d'Or.

## ARRETE

### ARTICLE 1 : régulation des populations de blaireaux

Des opérations d'élimination de blaireaux sont à mettre en place sur les communes pour lesquelles tout ou partie de leur territoire est inclus dans une zone de régulation au sens du rapport de l'ANSES du 8 avril 2011.

Cette zone de régulation est constituée du territoire inscrit dans un rayon de 2 km autour :

- des bâtiments d'élevage et des parcelles agricoles des exploitations infectées de tuberculose bovine depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, ainsi que toute autre parcelle où ont séjourné des bovins des cheptels infectés par la tuberculose ;
- des sites où ont été mis en évidence des animaux de la faune infectés par la tuberculose bovine.

La jonction de ces différents territoires conformément aux préconisations du rapport de l'ANSES conduit à éliminer les enclaves et à définir une aire de régulation étendue constituée des 311 communes listées en annexe 1.

Dans cette zone il sera procédé à l'analyse de 200 des blaireaux piégés afin d'évaluer le niveau d'infection de certains sites et l'évolution de la situation par rapport aux années antérieures.

### ARTICLE 2 : moyens d'élimination autorisés

#### **1. Les opérations suivantes sont placées sous la responsabilité des lieutenants de louveterie du département qui en organisent la mise en œuvre sur leur territoire de compétence.**

a) L'utilisation de collets à arrêtoir, y compris en gueule de terrier, à ras-terre si besoin, est autorisée. En dérogation à l'arrêté ministériel modifié du 29 janvier 2007 relatif au piégeage, les collets devront être visités au plus tard dans les quatre heures qui suivent le lever du soleil.

L'utilisation de pièges du type boîtes à fauves ou cages pièges est également autorisée.

La déclaration de piégeage en mairie ainsi que le compte rendu annuel des prises ne sont pas nécessaires. Sauf les exceptions mentionnées dans la présente décision, l'ensemble de la réglementation relative au piégeage devra être respecté.

Pour ce mode opératoire, les lieutenants de louveterie pourront s'adjoindre les services de piégeurs agréés choisis par leurs soins. Les lieutenants de louveterie vérifieront que les piégeurs amenés à intervenir sont correctement assurés pour l'activité de piégeage.

Les lieutenants de louveterie doivent organiser les piégeages de manière à cibler les terriers situés à proximité immédiate des bâtiments et parcelles exploités par les élevages bovins déclarés infectés de tuberculose bovine. Ils renforceront leur action sur tout site où un blaireau piégé sera révélé infecté, notamment sur les sites jusqu'alors non connus pour héberger des blaireaux infectés.

Les piégeurs devront tenir régulièrement informé le lieutenant de louveterie qui organise l'élimination des blaireaux piégés.

b) Des tirs de nuit avec utilisation de sources lumineuses peuvent être effectués. Les lieutenants de louveterie sont chargés de procéder à ces tirs et ils pourront faire appel à des chasseurs pour les aider dans la mise en œuvre de ce type d'intervention.

Lorsque des tirs de nuit sont envisagés, les lieutenants de louveterie préviendront 24 heures à l'avance le maire de la commune concernée, la brigade de gendarmerie du secteur ainsi que l'office national de la chasse et de la faune sauvage.

c) Les lieutenants de louveterie peuvent faire appel aux équipages de vènerie sous terre afin de pratiquer le déterrage des blaireaux lorsque les conditions géologiques sont favorables.

2. **Les chasseurs titulaires d'un permis de chasser** validé sont autorisés à tirer à l'affût et de jour, les blaireaux à partir du 1<sup>er</sup> juin 2012 jusqu'à la veille de l'ouverture générale de la chasse fixée au 16 septembre 2012. Le jour s'entend du temps qui commence une heure avant le lever du soleil au chef-lieu du département et finit une heure après son coucher. Les chasseurs souhaitant intervenir dans ce cadre devront impérativement, au préalable, se faire connaître des lieutenants de louveterie territorialement compétents. Par ailleurs, les lieutenants de louveterie devront être régulièrement tenus informés des sorties effectuées par ces chasseurs et, sans tarder, être rendus destinataires de tous les individus prélevés.

### **ARTICLE 3 : dépistage de la présence de la tuberculose dans la population de blaireaux**

Des opérations de capture de blaireaux sont ordonnées afin de dépister, sur les individus prélevés, la présence de *Mycobacterium bovis*, dans une zone de surveillance.

Cette zone de surveillance est constituée des 197 communes listées en annexe 2 du présent arrêté.

Ces opérations de capture se dérouleront de la date de signature du présent arrêté à la veille de la date de l'ouverture générale de la prochaine saison de chasse fixée au 16 septembre 2012.

Ces opérations sont placées sous la responsabilité des lieutenants de louveterie du département qui organisent leur mise en œuvre sur leur territoire de compétence.

Les opérations de capture se dérouleront selon les conditions listées aux points 1 et 2 de l'article 2. Le nombre d'animaux prélevés est encadré par la direction départementale de la protection des populations de Côte d'Or de manière à ce que le dépistage en zone de surveillance porte sur 800 blaireaux. Lorsque cet effectif à analyser sera atteint, la DDPP prononcera l'arrêt des captures en zone de surveillance. Les analyses sont réalisées par le laboratoire départemental de la Côte d'Or.

### **ARTICLE 4 : élimination et analyse des blaireaux**

Les animaux collectés selon les moyens listés aux articles 2 et 3 seront acheminés directement ou après stockage intermédiaire dans des installations frigorifiques :

- soit vers l'équarrissage pour destruction. Pour cela, ils devront être déposés dans des bacs dédiés à cet usage et dont l'enlèvement est régulièrement effectué par la société d'équarrissage ;
- soit pour analyse au laboratoire départemental de la Côte d'Or (200 blaireaux issus de la zone de régulation et 800 blaireaux piégés en zone de surveillance). Ils seront placés alors dans des sacs étiquetés et numérotés, ces numéros étant également reportés sur une fiche de prélèvement.

Les sacs et les fiches de prélèvement seront mis à la disposition des lieutenants de louveterie par la direction départementale de la protection des populations de Côte d'Or.

Le choix entre ces deux destinations est décidé par la direction départementale de la protection des populations de Côte d'Or en fonction de l'origine du prélèvement.

## **ARTICLE 5 : modalités d'organisation des prélèvements**

Les modalités de mises en œuvre des prélèvements (fourniture des collets, du matériel de prélèvement, nombre de blaireaux devant être analysés par circonscription de louveterie...), les documents à utiliser, les modalités de stockage et d'acheminement des prélèvements au laboratoire départemental d'analyse de la Côte d'Or ainsi que les indemnités attribuées aux piégeurs agréés et aux lieutenants de louveterie sont décrits dans une convention passée entre le directeur de la direction départementale de la protection des populations de Côte d'Or, le président de l'association des piégeurs agréés et le président de l'association des lieutenants de louveterie.

## **ARTICLE 6 : abrogation**

L'arrêté préfectoral n°297/2011/DDPP du 10 juin 2011 relatif à des mesures de surveillance de la tuberculose bovine dans l'espèce blaireau (*Meles meles*) ainsi qu'à des mesures pour la maîtrise de cette maladie dans les secteurs où des animaux infectés sont mis en évidence est abrogé.

## **ARTICLE 7 : délai et voie de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal Administratif, 22 rue d'Assas, BP 61611, 21016 DIJON Cedex. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## **ARTICLE 8 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Côte d'Or, le commandant du groupement de gendarmerie de la Côte d'Or, le directeur départemental de la protection des populations de la Côte d'Or, le directeur départemental des territoires de la Côte d'Or, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage de la Côte d'Or, les maires des communes concernées, les lieutenants de louveterie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Côte d'Or.

Fait à DIJON, le

29 FEV. 2012

*Mailhos*

Pascal MAILHOS

**Annexe 1 - Arrêté préfectoral n°149/2012/DDPP****Liste des 311 communes concernées par la régulation**

<b>Nom de la commune concernée par la régulation</b>	<b>Code INSEE de la commune</b>
Agey	21002
Aignay-le-Duc	21004
Aisey-sur-Seine	21006
Aisy-sous-Thil	21007
Alise-Sainte-Reine	21008
Allerey	21009
Ampilly-les-Bordes	21011
Ancey	21013
Antheuil	21014
Antigny-la-Ville	21015
Arconcey	21020
Arnay-le-Duc	21023
Arnay-sous-Vitteaux	21024
Athée	21028
Athie	21029
Aubaine	21030
Aubigny-lès-Sombernon	21033
Auxant	21036
Avosnes	21040
Baigneux-les-Juifs	21043
Barbirey-sur-Ouche	21045
Bard-le-Régulier	21046
Bard-lès-Époisses	21047
Baulme-la-Roche	21051
Beaulieu	21052
Beaunotte	21055
Beire-le-Fort	21057
Bellenod-sur-Seine	21061
Bellenot-sous-Pouilly	21062

Nom de la commune concernée par la régulation	Code INSEE de la commune
Beneuvre	21063
Benoisey	21064
Bessey-la-Cour	21066
Beurey-Bauguay	21068
Beurizot	21069
Bierre-lès-Semur	21073
Billy-lès-Chanceaux	21075
Binges	21076
Blaisy-Bas	21080
Blaisy-Haut	21081
Blancey	21082
Source-Seine	21084
Bligny-le-Sec	21085
Bligny-sur-Ouche	21087
Bouhey	21091
Boussenois	21096
Boussey	21097
Boux-sous-Salmaise	21098
Brain	21100
Braux	21101
Brazey-en-Morvan	21102
Brémur-et-Vaurois	21104
Brianny	21108
Buffon	21114
Bure-les-Templiers	21116
Busseaut	21117
La Bussière-sur-Ouche	21120
Bussy-la-Pesle	21121
Bussy-le-Grand	21122
Censerey	21124
Chailly-sur-Armançon	21128
Chambeire	21130
Chamesson	21134
Champagny	21136

Nom de la commune concernée par la régulation	Code INSEE de la commune
<b>Champ-d'Oiseau</b>	21137
<b>Champrenault</b>	21141
<b>Chanceaux</b>	21142
<b>Charencey</b>	21144
<b>Charigny</b>	21145
<b>Charny</b>	21147
<b>Chassey</b>	21151
<b>Châteauneuf</b>	21152
<b>Châtellenot</b>	21153
<b>Chaudenay-la-Ville</b>	21155
<b>Chaudenay-le-Château</b>	21156
<b>Chaugey</b>	21157
<b>Chaume-lès-Baigneux</b>	21160
<b>Chazilly</b>	21164
<b>Chemin-d'Aisey</b>	21165
<b>Chevannay</b>	21168
<b>Cirey-lès-Pontailier</b>	21175
<b>Civry-en-Montagne</b>	21176
<b>Clamerey</b>	21177
<b>Clomot</b>	21181
<b>Collonges-lès-Premières</b>	21183
<b>Colombier</b>	21184
<b>Commarin</b>	21187
<b>Corpoyer-la-Chapelle</b>	21197
<b>Corrombles</b>	21198
<b>Corsaint</b>	21199
<b>Coulmier-le-Sec</b>	21201
<b>Courcelles-Frémoy</b>	21203
<b>Courcelles-lès-Montbard</b>	21204
<b>Courcelles-lès-Semur</b>	21205
<b>Créancey</b>	21210
<b>Crépand</b>	21212
<b>Crugéy</b>	21214
<b>Culètre</b>	21216



<b>Nom de la commune concernée par la régulation</b>	<b>Code INSEE de la commune</b>
<b>Cussey-les-Forges</b>	21220
<b>Cussy-le-Châtel</b>	21222
<b>Dampierre-en-Montagne</b>	21224
<b>Darcey</b>	21226
<b>Détain-et-Bruant</b>	21228
<b>Diancey</b>	21229
<b>Dompierre-en-Morvan</b>	21232
<b>Drée</b>	21234
<b>Duesme</b>	21235
<b>Échannay</b>	21238
<b>Écutigny</b>	21243
<b>Éguilly</b>	21244
<b>Époisses</b>	21247
<b>Éringes</b>	21248
<b>Essarois</b>	21250
<b>Essey</b>	21251
<b>Étais</b>	21252
<b>Étalante</b>	21253
<b>Étevaux</b>	21256
<b>Étormay</b>	21257
<b>Fain-lès-Montbard</b>	21259
<b>Fain-lès-Moutiers</b>	21260
<b>Le Fête</b>	21264
<b>Flavigny-sur-Ozerain</b>	21271
<b>Flée</b>	21272
<b>Foissy</b>	21274
<b>Foncegrive</b>	21275
<b>Fontaines-en-Duesmois</b>	21276
<b>Fontangy</b>	21280
<b>Forléans</b>	21282
<b>Francheville</b>	21284
<b>Fresnes</b>	21287
<b>Frôlois</b>	21288
<b>Genay</b>	21291

Nom de la commune concernée par la régulation	Code INSEE de la commune
Gergueil	21293
Gissey-le-Vieil	21298
Gissey-sous-Flavigny	21299
Gissey-sur-Ouche	21300
Grenant-lès-Sombernon	21306
Grésigny-Sainte-Reine	21307
Grignon	21308
Grosbois-en-Montagne	21310
Hauteroche	21314
Jailly-les-Moulins	21321
Jeux-lès-Bard	21324
Jouey	21325
Jours-lès-Baigneux	21326
Juillenay	21328
Juilly	21329
Labergement-Foigny	21330
Lamarche-sur-Saône	21337
Lamargelle	21338
Lantilly	21341
Liernais	21349
Longchamp	21351
Longecourt-lès-Culètre	21354
Lucenay-le-Duc	21358
Lusigny-sur-Ouche	21360
Maconge	21362
Magnien	21363
Magny-Lambert	21364
Magny-la-Ville	21365
Magny-Montarlot	21367
Mâlain	21373
Manlay	21375
Marcellois	21377
Marcheseuil	21379
Marcigny-sous-Thil	21380

<b>Nom de la commune concernée par la régulation</b>	<b>Code INSEE de la commune</b>
<b>Marcilly-et-Dracy</b>	21381
<b>Marcilly-Ogny</b>	21382
<b>Marigny-le-Cahouët</b>	21386
<b>Marmagne</b>	21389
<b>Martrois</b>	21392
<b>Massingy-lès-Semur</b>	21394
<b>Massingy-lès-Vitteaux</b>	21395
<b>Mauvilly</b>	21396
<b>Meilly-sur-Rouvres</b>	21399
<b>Menesble</b>	21402
<b>Ménétreux-le-Pitois</b>	21404
<b>Mesmont</b>	21406
<b>Meulson</b>	21410
<b>Millery</b>	21413
<b>Minot</b>	21415
<b>Mimeure</b>	21414
<b>Missery</b>	21417
<b>Moitron</b>	21418
<b>Montbard</b>	21425
<b>Montceau-et-Écharnant</b>	21427
<b>Montigny-Montfort</b>	21429
<b>Montigny-Saint-Barthélemy</b>	21430
<b>Montigny-sur-Armançon</b>	21431
<b>Montmoyen</b>	21438
<b>Montoillot</b>	21439
<b>Mont-Saint-Jean</b>	21441
<b>La Motte-Ternant</b>	21445
<b>Moutiers-Saint-Jean</b>	21446
<b>Musigny</b>	21447
<b>Mussy-la-Fosse</b>	21448
<b>Nan-sous-Thil</b>	21449
<b>Nesle-et-Massoult</b>	21451
<b>Nod-sur-Seine</b>	21455
<b>Nogent-lès-Montbard</b>	21456

<b>Nom de la commune concernée par la régulation</b>	<b>Code INSEE de la commune</b>
<b>Noidan</b>	21457
<b>Normier</b>	21463
<b>Oigny</b>	21466
<b>Origny</b>	21470
<b>Orret</b>	21471
<b>Painblanc</b>	21476
<b>Panges</b>	21477
<b>Pasques</b>	21478
<b>Pellerey</b>	21479
<b>Planay</b>	21484
<b>Poiseul-la-Ville-et-Laperrière</b>	21490
<b>Poncey-lès-Athée</b>	21493
<b>Poncey-sur-l'IGNON</b>	21494
<b>Pont-et-Massène</b>	21497
<b>Posanges</b>	21498
<b>Pouillenay</b>	21500
<b>Pouilly-en-Auxois</b>	21501
<b>Prâlon</b>	21504
<b>Précy-sous-Thil</b>	21505
<b>Premières</b>	21507
<b>Puits</b>	21511
<b>Quemigny-Poisot</b>	21513
<b>Quemigny-sur-Seine</b>	21514
<b>Quincerot</b>	21516
<b>Quincy-le-Vicomte</b>	21518
<b>Remilly-en-Montagne</b>	21520
<b>La Roche-en-Brenil</b>	21525
<b>La Roche-Vanneau</b>	21528
<b>Recey-sur-Ource</b>	21519
<b>Roilly</b>	21529
<b>Rougemont</b>	21530
<b>Rouvres-sous-Meilly</b>	21533
<b>Saffres</b>	21537
<b>Saint-Anthot</b>	21539

Nom de la commune concernée par la régulation	Code INSEE de la commune
<b>Saint-Broing-les-Moines</b>	21543
<b>Sainte-Colombe</b>	21544
<b>Saint-Euphrône</b>	21547
<b>Saint-Germain-lès-Senailly</b>	21550
<b>Saint-Héliér</b>	21552
<b>Saint-Jean-de-Bœuf</b>	21553
<b>Saint-Léger-Triey</b>	21556
<b>Saint-Marc-sur-Seine</b>	21557
<b>Saint-Martin-du-Mont</b>	21561
<b>Saint-Mesmin</b>	21563
<b>Saint-Prix-lès-Arnay</b>	21567
<b>Saint-Rémy</b>	21568
<b>Sainte-Sabine</b>	21570
<b>Saint-Seine-l'Abbaye</b>	21573
<b>Saint-Thibault</b>	21576
<b>Saint-Victor-sur-Ouche</b>	21578
<b>Salmaise</b>	21580
<b>Saulieu</b>	21584
<b>Saussey</b>	21588
<b>Savigny-sous-Mâlain</b>	21592
<b>Savoisy</b>	21594
<b>Seigny</b>	21598
<b>Selongey</b>	21599
<b>Semarey</b>	21600
<b>Semezanges</b>	21601
<b>Semond</b>	21602
<b>Semur-en-Auxois</b>	21603
<b>Senailly</b>	21604
<b>Soirans</b>	21609
<b>Sombernon</b>	21611
<b>Souhey</b>	21612
<b>Soussey-sur-Brionne</b>	21613
<b>Sussey</b>	21615
<b>Tellecey</b>	21624

Nom de la commune concernée par la régulation	Code INSEE de la commune
<b>Ternant</b>	21625
<b>Terrefondrée</b>	21626
<b>Thenissey</b>	21627
<b>Thoisyl-la-Berchère</b>	21629
<b>Thoisyl-le-Désert</b>	21630
<b>Thomirey</b>	21631
<b>Thorey-sous-Charny</b>	21633
<b>Thorey-sur-Ouche</b>	21634
<b>Thoste</b>	21635
<b>Torcy-et-Poulligny</b>	21640
<b>Touillon</b>	21641
<b>Trouhaut</b>	21646
<b>Turcey</b>	21648
<b>Uncey-le-Franc</b>	21649
<b>Vandenesse-en-Auxois</b>	21652
<b>Vaux-Saules</b>	21659
<b>Veilly</b>	21660
<b>Velogny</b>	21662
<b>Venarey-les-Laumes</b>	21663
<b>Vernois-lès-Vesvres</b>	21665
<b>Verrey-sous-Drée</b>	21669
<b>Verrey-sous-Salmaise</b>	21670
<b>Vesvres</b>	21672
<b>Veuveyl-sur-Ouche</b>	21673
<b>Vianges</b>	21675
<b>Vic-de-Chassenay</b>	21676
<b>Vic-des-Prés</b>	21677
<b>Vic-sous-Thil</b>	21678
<b>Vieilmoulin</b>	21679
<b>Villaines-en-Duesmois</b>	21685
<b>Villaines-les-Prévôtes</b>	21686
<b>Villargoix</b>	21687
<b>Villars-et-Villenotte</b>	21689
<b>Villeberny</b>	21690

<b>Nom de la commune concernée par la régulation</b>	<b>Code INSEE de la commune</b>
<b>Villeferry</b>	21694
<b>La Villeneuve-les-Converts</b>	21695
<b>Villeneuve-sous-Charigny</b>	21696
<b>Villers-les-Pots</b>	21699
<b>Villotte-Saint-Seine</b>	21705
<b>Villy-en-Auxois</b>	21707
<b>Viserney</b>	21709
<b>Vitteaux</b>	21710
<b>Vonges</b>	21713
<b>Voudenay</b>	21715

Annexe 2 - Arrêté préfectoral n°149/2012/DDPP

Liste des 197 communes concernées par la surveillance

Nom de la commune concernée par la surveillance	Code INSEE de la commune
Ampilly-le-Sec	21012
Arcenant	21017
Arcey	21018
Arc-sur-Tille	21021
Arrans	21025
Asnières-en-Montagne	21026
Aubigny-la-Ronce	21032
Autricourt	21034
Auxonne	21038
Avelanges	21039
Avot	21041
Balot	21044
Barjon	21049
Baubigny	21050
Belan-sur-Ource	21058
Belleneuve	21060
Bessey-en-Chaume	21065
Bévy	21070
Bissey-la-Côte	21077
Bissey-la-Pierre	21078
Blanot	21083
Boudreville	21090
Bouilland	21092
Boux	21093
Bouze-lès-Beaune	21099
Brion-sur-Ource	21109
Buncey	21115
Busserotte-et-Montenaille	21118



<b>Nom de la commune concernée par la surveillance</b>	<b>Code INSEE de la commune</b>
<b>Bussières</b>	21119
<b>Buxerolles</b>	21123
<b>Cérilly</b>	21125
<b>Cessey-sur-Tille</b>	21126
<b>Chambain</b>	21129
<b>Chambœuf</b>	21132
<b>Champdôtre</b>	21138
<b>Champeau-en-Morvan</b>	21139
<b>Champignolles</b>	21140
<b>Channay</b>	21143
<b>Charmes</b>	21146
<b>Charrey-sur-Seine</b>	21149
<b>Châtillon-sur-Seine</b>	21154
<b>La Chaume</b>	21159
<b>Chaumont-le-Bois</b>	21161
<b>Chazeuil</b>	21163
<b>Chevannes</b>	21169
<b>Clémencey</b>	21178
<b>Collonges-lès-Bévy</b>	21182
<b>Cormot-le-Grand</b>	21195
<b>Courban</b>	21202
<b>Courlon</b>	21207
<b>Courtivron</b>	21208
<b>Crécey-sur-Tille</b>	21211
<b>Cuiserey</b>	21215
<b>Curley</b>	21217
<b>Curtil-Saint-Seine</b>	21218
<b>Curtil-Vergy</b>	21219
<b>Cussy-la-Colonne</b>	21221
<b>Darois</b>	21227
<b>Diénay</b>	21230
<b>Drambon</b>	21233
<b>Échalot</b>	21237

Nom de la commune concernée par la surveillance	Code INSEE de la commune
Échevannes	21240
Échevronne	21241
L'Étang-Vergy	21254
Étaules	21255
Étrochey	21258
Faverolles-lès-Lucey	21262
Flammerans	21269
Fleurey-sur-Ouche	21273
Fontaines-les-Sèches	21279
Fraignot-et-Vesvrotte	21283
Frénois	21286
Fussey	21289
Genlis	21292
Gevrolles	21296
Gomméville	21302
Les Gouilles	21303
Grancey-le-Château-Neuvelle	21304
Grancey-sur-Ource	21305
Griselles	21309
Gurgy-la-Ville	21312
Gurgy-le-Château	21313
Is-sur-Tille	21317
Ivry-en-Montagne	21318
Izier	21320
Jours-en-Vaux	21327
Lacanche	21334
Lacour-d'Arcenay	21335
Laignes	21336
Lantenay	21339
Larrey	21343
Léry	21345
Leuglay	21346
Lignerolles	21350

<b>Nom de la commune concernée par la surveillance</b>	<b>Code INSEE de la commune</b>
<b>Longeault</b>	21352
<b>Louesme</b>	21357
<b>Lucey</b>	21359
<b>Magny-sur-Tille</b>	21370
<b>Les Maillys</b>	21371
<b>Maisey-le-Duc</b>	21372
<b>Maligny</b>	21374
<b>Marandeuil</b>	21376
<b>Marcenay</b>	21378
<b>Marcilly-sur-Tille</b>	21383
<b>Marey-lès-Fussey</b>	21384
<b>Marey-sur-Tille</b>	21385
<b>Massingy</b>	21393
<b>Mavilly-Mandelot</b>	21397
<b>Maxilly-sur-Saône</b>	21398
<b>Le Meix</b>	21400
<b>Meloisey</b>	21401
<b>Messanges</b>	21407
<b>Meuilley</b>	21409
<b>Molesme</b>	21419
<b>Molinot</b>	21420
<b>Moloy</b>	21421
<b>Molphey</b>	21422
<b>Montberthault</b>	21426
<b>Montigny-sur-Aube</b>	21432
<b>Montlay-en-Auxois</b>	21434
<b>Montliot-et-Courcelles</b>	21435
<b>Montmançon</b>	21437
<b>Mosson</b>	21444
<b>Nantoux</b>	21450
<b>Nicey</b>	21454
<b>Noiron-sur-Seine</b>	21460

Nom de la commune concernée par la surveillance	Code INSEE de la commune
Nolay	21461
Obtrée	21465
Orville	21472
Perrigny-sur-l'Ognon	21482
Pluvault	21486
Pluvet	21487
Poinçon-lès-Larrey	21488
Poiseul-la-Grange	21489
Poiseul-lès-Saulx	21491
Pont	21495
Pontailier-sur-Saône	21496
Poithières	21499
Prenois	21508
Prusly-sur-Ource	21510
Remilly-sur-Tille	21521
Reulle-Vergy	21523
Riel-les-Eaux	21524
Rochefort-sur-Brévon	21526
La Rochepot	21527
Rouvray	21531
Saint-Andeux	21538
Sainte-Colombe-sur-Seine	21545
Saint-Didier	21546
Saint-Germain-de-Modéon	21548
Saint-Germain-le-Rocheux	21549
Sainte-Marie-sur-Ouche	21559
Saint-Martin-de-la-Mer	21560
Saint-Pierre-en-Vaux	21566
Saint-Romain	21569
Saint-Sauveur	21571
Salives	21579
Santosse	21583
Saulx-le-Duc	21587

<b>Nom de la commune concernée par la surveillance</b>	<b>Code INSEE de la commune</b>
<b>Savigny-lès-Beaune</b>	21590
<b>Savilly</b>	21593
<b>Segrois</b>	21597
<b>Sincey-lès-Rouvray</b>	21608
<b>Soissons-sur-Nacey</b>	21610
<b>Tarsul</b>	21620
<b>Tart-le-Bas</b>	21622
<b>Thoires</b>	21628
<b>Thury</b>	21636
<b>Til-Châtel</b>	21638
<b>Tillenay</b>	21639
<b>Toutry</b>	21642
<b>Tréclun</b>	21643
<b>Trochères</b>	21644
<b>Urey</b>	21650
<b>Val-Suzon</b>	21651
<b>Vannaire</b>	21653
<b>Vanvey</b>	21655
<b>Varanges</b>	21656
<b>Vauchignon</b>	21658
<b>Verdonnet</b>	21664
<b>Vernot</b>	21666
<b>Véronnes</b>	21667
<b>Vertault</b>	21671
<b>Veuxhaulles-sur-Aube</b>	21674
<b>Vielverge</b>	21680
<b>Vieux-Château</b>	21681
<b>Viévy</b>	21683
<b>Villars-Fontaine</b>	21688
<b>Villecomte</b>	21692
<b>Villedieu</b>	21693
<b>Villers-Patras</b>	21700
<b>Villey-sur-Tille</b>	21702
<b>Villiers-en-Morvan</b>	21703

<b>Nom de la commune concernée par la surveillance</b>	<b>Code INSEE de la commune</b>
<b>Villiers-le-Duc</b>	21704
<b>Villotte-sur-Ource</b>	21706
<b>Vix</b>	21711
<b>Voulaines-les-Templiers</b>	21717